

# Lobby tour européen / APE

## *Bilan de l'étape française*

L'accueil de la délégation africaine en tournée européenne de lobby sur les APE s'est donc déroulé les 11 et 12 octobre derniers à Paris.

La délégation était composée de 6 personnes, représentant toutes les régions africaines concernées par les négociations ACP, avec une composante « acteurs économiques » volontairement forte (petits producteurs paysans, commerçants, travailleurs).

Nous étions parvenu à organiser les RV suivants :

	Jeudi		Vendredi
8h30-10h	<b>Accueil CICIP Présentation de la délégation, des partenaires et des enjeux</b> <i>CICIP 21 ter rue Voltaire, Métro Nation ou Rue des Boulets</i>	9h-10h30	<b>RV PCF</b> <i>Place du Colonel Fabien, Mo Colonel Fabien</i>
11h-12h30	<b>RV Ministère de l'économie DGTPE</b> <i>139 rue de Bercy en salle Vauban 1104 Ouest 2 Mo Bercy</i>	11h-12h45	<b>Conférence de presse</b> <i>Siège d'Oxfam France, 104 rue Oberkampf, 75011, Mo Ménilmontant</i>
13h-14h15	<b>Déjeuner Le Square avec P. Farbiaz</b> <i>31 rue Saint Dominique 75007 Mo Solférino</i>	13h-14h	<b>Déjeuner Restaurant de la CGT</b> <i>263 rue de Paris, Montreuil, Mo Porte de Montreuil</i>
14h30-16h30	<b>RV CAP-MAE</b> <i>6 rue de Talleyrand, 75007 Mo Solférino</i>	14h-16h	<b>Réunion Syndicats</b> <i>CGT, 263 rue de Paris, Montreuil, Mo Porte de Montreuil</i>
17h-18h30	<b>RV PS</b> <i>10 rue de Solférino 75007</i>		

### • Eléments d'information et de réflexion issus des rencontres

- La rencontre initiale de la délégation prévue au CICIP a permis de mettre en exergue les points que nous souhaitons collectivement appuyer lors des rencontres : l'importance des parlements nationaux, la réaffirmation des préférences proposées par le cadre de Cotonou, l'insistance sur la possibilité de dégager des alternatives aux APE.  
La proposition de créer un réseau de Parlementaires sensibilisés dans les pays membres de l'UE et de l'UA a également été faite à nos différents interlocuteurs.  
***Un document de position commune est disponible sur demande.***

- A la DGTPE (Ministère de l'économie), l'équipe qui nous a reçu a beaucoup insisté sur sa préoccupation à l'égard des APE, et sa volonté de se faire l'écho des analyses et des critiques apportées par les délégués africains dans le cadre de ses discussions fréquentes avec le personnel de la Commission. Elle a également admis la rigidité de la Commission sur un certain nombre de points.  
Les questions de l'aide liée au commerce ont été abordées, avec réengagement de la France d'assurer son rôle de bailleur sur ce plan. On les sent dans une position assez inconfortable. Malgré cette ouverture d'ensemble à nos remarques, ils se sont prononcés

en faveur du maintien de la date du 31 décembre pour arriver à une signature, même d'ensemble, qui marquerait avant tout une volonté de préserver la dynamique de négociations.

- La rencontre avec le collaborateur du député des Verts Noël Mamère a permis de dégager des options possibles de travail en commun dans la perspective de la Semaine anti-coloniale de février 2008. D'ici là les députés verts français sont prêts à s'insérer dans un réseau parlementaire sur les APE.
- Au ministère des Affaires étrangères, la réunion était organisée par le Centre d'analyses et de prévision, cellule du MAE qui regroupe des experts et des chercheurs conseillant le Quai d'Orsay. Les personnes présentes n'étaient pas directement en charge du dossier au MAE, mais nous ont proposé un temps d'échange d'informations et d'analyses dans la perspective de pouvoir faire remonter les préoccupations des représentants africains vers les instances compétentes.  
Il semble que le MAE soit dans une situation particulièrement délicate ; directement confronté aux conséquences politiques et diplomatiques potentielles d'une signature des accords, en particulier en Afrique de l'ouest, il semble privilégier la piste du report de la date butoir du 31 décembre. Le message nous a été implicitement lancé que cette demande était accessible.
- AU PS, la délégation a été reçue par le délégué à l'Afrique et l'un de ses collègues chargés des relations internationales: ils ont affirmé leur soutien aux campagnes anti-APE et rappelé leur implication dans le dossier notamment au niveau du Parlement européen. Ils soutiennent la demande faite nos organisations d'un report de la date, et d'une recherche active de solutions alternatives reconnaissant le droit à la protection des pays africains. Ils se sont également montrés favorables à l'idée d'une coalition euro-africaine de Parlementaires actifs sur la question des APE.
- La Conférence de presse, organisée au siège d'Oxfam France, s'est révélée très dynamique, avec la présence de journalistes très intéressés par l'échange avec les délégués africains. RFI a relayé, Alternatives Internationales va faire un papier, de même que Jeune Afrique et Africa International. Plusieurs interview ont été réalisées.
- La réunion avec les syndicats s'est transformée en réunion avec la CGT, très riche et utile sur la question des implications en matière de droit du travail et de droit sociaux, ainsi que sur les stratégies et les alliances avec les acteurs syndicaux européens. La CGT s'est montrée prête à accompagner la dynamique de mobilisation d'ici la fin de l'année, notamment en incitant ses homologues des 25 Etats membres à une plus grande implication dans le dossier, mais aussi en appuyant celle des syndicats des pays ACP prêts à s'engager.

#### • Analyse et perspectives d'actions

La visite de cette délégation s'est révélée très riche et porteuse pour nos amis africains présents comme pour nous :

- Ils se sont montrés très satisfaits des échanges entamés avec leurs interlocuteurs lors de ces rencontres ;
- Ils partagent avec nous le constat que la France peut influencer la négociation de façon assez décisive si elle suit la pente vers laquelle elle semble incliner, à savoir la crainte de perdre sa relation privilégiée avec une partie de l'Afrique et son image relativement positive si elle s'efface totalement derrière l'UE ;
- De notre côté leur présence a incontestablement provoqué des opportunités de rencontre et d'interpellation des pouvoirs publics que nous n'aurions pas eu sans cela (cf la demande de RV à Bercy qui traînait depuis trois semaines).

**Lors de toutes les réunions nos collègues d'Afrique ont abondamment insisté sur les conséquences attendues des APE dans le champ économique local et donc en terme de développement social et humain : l'agriculture et le petit commerce, qui nourrissent les  $\frac{3}{4}$  de la population africaine, subiront directement les effets de la concurrence européenne, les recettes des Etats dévolues aux services essentiels vont décroître d'au moins 30 % dans les meilleures hypothèses.**

**Les uns et les autres ont rappelé l'importance qu'ils accordent au partenariat avec l'Union européenne, et la violence des inquiétudes qu'ils partagent quant aux implications directes de ces accords.**

**Or pour l'heure les perspectives restent très sombres** : la date butoir (le 31 décembre donc) approche à grands pas et la position de l'UE s'est très peu assouplie, en dépit de l'annonce récente d'une entente possible sur des accords excluant les services et les investissements.

La France est sans doute l'Etat membre de l'UE où les leviers sont les plus accessibles dans le sens d'un prolongement de la période de négociations.

D'un autre côté le dossier semble directement géré au niveau de l'Elysée in fine, c'est donc le Président lui-même qu'il conviendrait de cibler et de convaincre.

**Les camarades africains que nous avons accueillis appellent donc à une mobilisation forte et conjointe dans les deux mois et demi restants.**